

Souvenirs

Par Jean GLEDEL Directeur Honoraire du LCHA

Aujourd'hui, à 88 ans, me voici lancé dans la rédaction d'un devoir de vacances, à la demande de mes amis anciens Directeurs des laboratoires vétérinaires départementaux (LVD), ce qui m'oblige à me pencher sur un passé déjà lointain, concernant mes relations professionnelles avec eux .

Mon premier contact avec les LVD remonte à 1968, lorsqu'au retour d'un séjour de 4 ans à l'institut Pasteur d'Algérie, je fus nommé chef du LVD des Yvelines à Versailles. Pendant ce séjour hors métropole, j'étais passé du statut de « vétérinaire sanitaire de la ville de Paris et du département de la Seine » à celui de vétérinaire inspecteur principal, ce qui avait facilité la mobilité . Ce laboratoire inclus dans la DSV était une petite structure laissée depuis quelques années sans responsable direct . Je m'efforçais de lui donner un peu plus d'ampleur en attachant davantage d'importance à l'hygiène des aliments ainsi qu'au contrôle des eaux (après récupération d'un labo de chimie travaillant jusque-là pour la Répression des Fraudes

C'est là, pour la première fois, que je pris conscience des limitations administratives à l'exercice des fonctions de responsable d'un laboratoire départemental (absence de budget propre, non accès aux responsables locaux par exemple). Cet apprentissage m'a beaucoup aidé ultérieurement dans mes relations avec mes collègues.

En 1971, nommé Maître de Recherche, je rejoins le Laboratoire central d'Alfort et je participe à la création du Laboratoire central d'hygiène alimentaire à Paris (LCHA) qui ouvrira en 1973.

En 1975, Claude MEURIER, Inspecteur général des Laboratoires nationaux vétérinaires, qui souhaite disposer d'un adjoint , m'invite à postuler sur ce poste qui comporte comme activité principale de suivre les questions d'hygiène alimentaires et de promouvoir les relations avec les LVD.

Durant 3 ans, j'allais donc côtoyer mes collègues directeurs des LVD. Je dois préciser dans quel état d'esprit je me trouvais alors. Pour moi, il ne pouvait s'agir en aucun cas d'une mission de contrôle, j'avais de l'estime pour mes collègues et pour ce qu'ils faisaient et je souhaitais seulement leur apporter dans certains cas un soutien, éventuellement une aide dans leur activité quel que soit par ailleurs la formation initiale de ceux qui assuraient la direction de ces laboratoires.

Ces laboratoires représentaient un réseau tout à fait remarquable par son implantation territoriale . Ils avaient joué un rôle primordial dans la lutte contre la Brucellose, mais leurs activités étaient fort diversifiées et concernaient souvent des domaines autres que ceux relevant des DSV.

Leur importance était également variable en fonction de leur implantation et de la personnalité de leur directeur.

L'Administration centrale vétérinaire souhaitait renforcer la liaison DSV/LVD et cherchait une possible évolution statutaire, sans avoir d'ailleurs les moyens financiers de la réaliser, mais l'Etat aime parfois à jouer les "coucous" . Elle attendait des propositions que je n'ai pas pu ou su formuler.

Ce que je savais et voyais, c'est que dans l'ensemble les relations étaient satisfaisantes entre les partenaires locaux à l'exception de quelques situations très tendues dont j'ai eu à connaître , sans pouvoir toutefois en influencer le cours . Mais, d'une manière générale, les directeurs de labos souhaitaient que leur soit reconnue une relative indépendance, voire une totale indépendance.

Au cours de ces 3 années, j'ai pu visiter de nombreux LVD, mais pas l'ensemble . J'ai beaucoup utilisé la SNCF (qui à l'époque avait le souci de l'exactitude) . Pour simplifier les choses, il m'avait été indiqué qu'avant de visiter les LVD, je devais me mettre d'accord avec le Contrôleur général, le DSV, et bien sûr le directeur du labo, ce qui me prenait parfois bien du temps.

Je dois dire que j'ai toujours reçu un excellent accueil de la part de tous.

Une autre activité consistait à suivre les dossiers de construction ou reconstruction des LVD, en liaison avec un Ingénieur général du GREF . Cette formalité était jugée nécessaire avant l'attribution d'une subvention de l'Etat (assez faible) ; j'ai pu ainsi constater que beaucoup de labos devenaient des structures modernes et fort importantes.

J'ai pensé que le mieux que je puisse faire dans ma position, était d'apporter une aide à mes collègues en organisant des stages destinés à mettre à jour des connaissances déjà acquises ou en acquérir de nouvelles . Je pus chaque année faire proposer aux Directeurs de labo un programme de stage toujours trop insuffisant à mon goût . Il est vrai que je ne disposais pas en général d'un budget dédié et devais faire surtout appel à la bonne volonté ou à l'amitié des responsables de stages . Il m'a semblé que cette initiative était la bienvenue . Par la suite, comme Directeur du LCHA, j'ai vu ce type de coopération se poursuivre avec la création de réseaux de laboratoires spécialisés.

A l'heure où j'écris ces lignes, je ressens fortement le caractère anecdotique des éléments rapportés, d'autant plus que toutes les structures administratives évoquées ont soit disparues, ou ont été intégrées dans des Organismes aux noms plus ou moins compliqués . Est-ce un bien, est-ce un mal? L'essentiel n'est-il pas que toutes les missions indispensables à l'Economie et à la Nation soient bien remplies.

Ainsi va la vie car nous ne sommes qu'un moment des choses. Malgré tous ces éléments qui poussent à la nostalgie, me reste le souvenir d'une période de ma vie agréable et enrichissante.

Verrières le Buisson, le 29/09/2015